

## LA GUERRE ET SES CROISEMENTS

EDITO

**L'onde de choc de la guerre en Ukraine n'a pas fini de se propager. Il y a le conflit en tant que tel, mais il y a surtout ce qu'il recèle, ce qu'il induit comme mutations profondes, lesquelles se situent d'ailleurs dans le prolongement de celles qui étaient sous-jacentes à la pandémie. Elle est en quelque sorte annonciatrice d'une accélération du processus d'éclosion d'un monde nouveau, porteur d'une société décarbonée, sobre, climato-compatible. Mais comme tout monde nouveau, la gestation est complexe, contradictoire, car les résistances économiques et sociales sont nombreuses. Pas si simple de quitter un monde pour entrer dans un autre.**

Une guerre ne peut être ni observée ni interprétée comme un simple acte militaire. Elle est chargée de significations géopolitiques, économiques, sociales. Celle qui se déroule à quelque milliers de kilomètres de Bruxelles n'échappe pas à ce principe que les historiens pourraient considérer comme fondamental pour comprendre les sociétés humaines. C'est pourquoi la guerre en Ukraine se situe au croisement de chocs cruciaux à venir qui pour l'instant, plongent ces sociétés dans une incertitude radicale, dans la mesure où les contradictions s'accumulent et apparaissent aux décideurs fondamentalement insurmontables.

### Le choc climatique d'abord

La guerre a d'abord mis au jour la dépendance de l'Union européenne aux sources d'énergies russes. La pandémie avait elle-même administré la preuve que, lorsqu'on confine les populations, que l'on circule moins voire pas du tout, la charge polluante des activités économiques diminue. Alors, allons-y, accélérons la transition vers un modèle décarboné, vers une dynamique de réduction des émissions de GES de 55%, comme l'a indiqué la Commission européenne. Un message dessinant une perspective optimiste, l'écologie étant parée de toutes les vertus, pour acheminer le monde vers un avenir radieux. La guerre devient ainsi une aubaine, illustrative d'un fait irréfutable, le choix ne peut être contesté. L'ébauche d'étude d'impact que vient de livrer l'économiste Jean Pisani-Ferry à la demande d'Elisabeth Borne montre a contrario que la transition vers une économie décarbonée ne sera nullement vertueuse, mais complexe, difficile, et surtout coûteuse. Coûteuse en ce sens qu'elle requiert des investissements massifs, dont on discerne encore assez mal quelle sera la part qui reviendra à l'Etat, aux entreprises et aux ménages. L'exemple du coût de production (coûts de financement et de construction) d'un MWh d'électricité est à cet égard éloquent (22 € s'il est issue d'une centrale à charbon, 35 pour le photovoltaïque, 50 pour l'éolien terrestre, et enfin 53 pour le nucléaire EPR). Le qui paiera est une problématique qui est loin d'être anodine pour qui a encore en mémoire l'épisode des gilets jaunes. Sans oublier ce qui est au centre de l'économie de marché, à savoir le degré de rentabilité des investissements engagés, ou, pour le dire à la manière de l'économiste anglais J.-M. Keynes (1883-1946), « l'efficacité marginale du capital ».

### Choc alimentaire ensuite

La guerre se situe aussi au croisement de la question alimentaire. La pandémie l'avait laissé entendre, la guerre l'a confirmé. Le doux rêve d'un commerce mondial libéré de ses entraves douanières aboutissant à une optimale circulation des produits agricoles et alimentaires s'est éloigné. C'est bien au retour de la souveraineté alimentaire – un fait national – que l'on assiste. L'idée d'un système commercial fluide demeure toutefois ancrée dans les esprits. Pour preuve, la réunion d'une cinquantaine de Ministres de l'Agriculture au tout début du mois de novembre, sous l'égide de l'OCDE, une première depuis 2016. A cette occasion, la Ministre canadienne de l'agriculture, se faisant en quelque sorte porte-parole de ses collègues, a stigmatisé l'attitude de la Russie, qui consiste à faire de l'alimentation une arme de guerre. En toile de fond, c'est la

problématique de la sécurité alimentaire qui effectue son grand retour. Car la persistance des contraintes maritimes pesant sur les exportations ukrainiennes de céréales, altère les flux d'approvisionnements des pays les plus dépendants des producteurs de la Mer Noire (Tunisie, Liban, Somalie...). Face à cette guerre, au risque de voir la défaillance de l'Ukraine s'accroître en matière de production et d'exportation, surgit la complexe question de l'identification des nations qui sont en mesure de suppléer l'Ukraine dans les approvisionnements alimentaires, renvoyant à la nécessité de produire davantage, au moins à hauteur des volumes manquants émanant d'un territoire ukrainien dévasté par le conflit. Produire, mais comment ? Avec des rendements accrus ? Une ambition étroitement corrélée à la disponibilité des engrais et à la bienveillance du climat.

### Choc géopolitique enfin

A s'interroger sur les contours du nouveau paradigme productif, sur le mode de résolution de l'insécurité alimentaire qui s'accroît selon la FAO, on en oublierait presque de porter la questionnement sur le terrain de la géopolitique. Les ambitions vertes sont sans doute nobles, mais elles exigent de se demander dans quel contexte international elles vont se déployer, dans quelle configuration de rapports de forces, dans quel cadre multilatéral ? L'expérience historique a montré que, à l'issue de la guerre, le cadre de la mondialisation, centré sur le secteur automobile, celui qui est aujourd'hui tant contesté, n'a pu se construire et se propager dans le bloc occidental (y compris le Japon), que sur la base d'une hégémonie américaine et de règles internationales régulées par des institutions appropriées. Or, avec la guerre, et par le jeu des alliances qu'elle suscite, c'est ce système qui est l'objet d'un rejet. Ce n'est pas pour rien que, dans le cadre de la mondialisation, pourtant amorcée du côté occidental, l'on a pu parler de basculement du centre de gravité de l'économie mondiale vers l'Asie. Quelques années après, la guerre en Ukraine, grosse sans doute d'autres conflits, symbolise ce basculement. La contradiction réside alors dans cette volonté de construire une économie verte, tout en sachant que l'on est en train de perdre la main sur les affaires du monde. Il y aurait comme une sorte d'impensé géopolitique dans la gouvernance climatique.

Il en découle que l'Occident entend rester dans le jeu, et, ce faisant, de ne pas se laisser distancer. L'exemple de l'Allemagne, au travers de la récente visite du Chancelier en Chine, est de ce point de vue emblématique de ce comportement. Elle ouvre toutefois sur une grave difficulté. Celle-ci réside dans le fait que la réponse de l'Occident à ce décrochage se réalise en ordre dispersé. Du chacun pour soi en quelque sorte.

L'année 2023 s'annonce à la fois mouvementée mais passionnante.

Contact : Thierry Pouch  
[thierry.pouch@apca.chambagri.fr](mailto:thierry.pouch@apca.chambagri.fr)

## FONCIER AGRICOLE : LES MARCHÉS S'EMBALLENT AUX ETATS-UNIS AU RISQUE DE L'ÉVICTION DES JEUNES FARMERS (LES AGRICULTEURS FRANÇAIS SONT-ILS À L'ABRI DE TELLES CONJONCTURES ?)

Les observateurs de l'agriculture française gardent souvent un œil sur l'actualité agricole des Etats-Unis, avec cette idée (fondée ou non) que ce qui se passe de l'autre côté de l'Atlantique pourrait être précurseur d'évolutions à venir dans l'agriculture nationale. Aujourd'hui, les agricultures américaines et françaises sont pareillement bousculées par les conséquences de la guerre russo-ukrainienne, par les épisodes météorologiques extrêmes de ces dernières années et les soubresauts des marchés mondiaux des matières premières. Aux Etats-Unis, ces événements ont provoqué des tensions sur le marché du foncier agricole (la terre est devenu un actif attractif pour les investisseurs), au risque de l'éviction des jeunes farmers sur le marché. Peut-on craindre un pareil emballement en France ? Au vu des indicateurs publiés par la SAFER, il semble bien que non.

### Nette hausse des prix sur le marché du foncier agricole aux Etats-Unis en 2022

En août dernier, l'USDA (United States Department of Agriculture) a publié ses premières estimations des prix du foncier agricole ([https://www.nass.usda.gov/Publications/Todays\\_Reports/reports/land0822.pdf](https://www.nass.usda.gov/Publications/Todays_Reports/reports/land0822.pdf)). Les prix moyens progressent nettement (graphique 1) : + 11% par rapport à 2021 pour les terres arables (5 050 US dollars /acre). Un de moteurs de cette croissance est la présence renforcée d'investisseurs extérieurs au monde agricole sur les marchés du foncier agricole, pour qui la terre apparaît comme un actif attractif en raison :

- De la hausse des prix des produits agricoles des dernières années (perspectives prometteuses de la rémunération de leurs investissements)
- Des taux d'intérêt bas (faible coût de l'emprunt)
- D'un contexte de volatilité des marchés des actifs financiers qui fait que le marché des terres agricoles apparaît comme un univers stable et prévisible (un argument majeur pour les fonds de pension) ; un univers d'autant plus sûr que l'Etat est un organe régulateur de l'économie agricole (avec un niveau de dépense publique élevée).

Le fait que Bill Gates soit désormais considéré comme le plus grand propriétaire foncier des Etats-Unis est tout-à-fait emblématique de cette situation (<https://landreport.com/2022/08/farmer-bill/>).

### Tensions pour les jeunes agriculteurs américains

La hausse des prix du foncier et la venue d'investisseurs avec un grand pouvoir d'achat préoccupent une partie de la profession agricole, et singulièrement les jeunes. Dans une enquête menée par la National Young Farmers Coalition auprès de plus de 4000 exploitants agricoles ou porteurs de projets agricoles de moins de 40 ans, il apparaissait que pour 45 % d'entre eux, l'accès à de terres disponibles à l'achat était très difficile et pour 59%, le coût de l'achat était un problème majeur ( lien vers l'enquête : <https://www.youngfarmers.org/wp-content/uploads/2022/08/NationalSurveyReport2022.pdf>).

Tableau 1 : marchés fonciers ruraux en France, en 2021 (données économiques)

Prix des terres, des prés et des vignes en 2021	
Terres et prés libres non bâtis	5 940 € / hectare - 2,3% par rapport à 2020
Terres et prés loués non bâtis	4 910 € / hectare - 0,4% par rapport à 2020
Vignes AOP	147 900 € / hectare - 1,7% par rapport à 2020
Vignes à eaux-de-vie AOP	58 600 € / hectare +5,8% par rapport à 2020
Vignes hors AOP	15 000 € / hectare +3,4% par rapport à 2020

A la question du prix du foncier, s'ajoute une difficulté particulière pour les jeunes agriculteurs américains : ils sont souvent dans une situation financière difficile, en raison des emprunts qu'ils ont contractés pour financer leurs études et dont ils commencent le remboursement dans les premières années de leur activité professionnelle. C'était le cas pour 38% des jeunes agriculteurs de l'échantillon de l'enquête.

### France : les marchés fonciers agricoles plutôt protégés

Et en France, qu'en est-il des marchés fonciers agricoles ? Sont-ils pris dans les tumultes de la spéculation d'investisseurs ?

Dans la dernière édition de son rapport annuel sur les prix du foncier rural en France, portant sur la situation de 2021 (<https://www.safer.fr/app/uploads/2022/05/3-2022-SYNTH2021-12p-BD.pdf>), la SAFER ne signale pas d'inflexions majeures du prix du foncier sur le territoire national ; depuis le milieu de la décennie 2010, les prix sont tendanciellement stables dans un contexte bien connu et prévisible :

- Une offre toujours soutenue par la libération des terres des chefs d'exploitation qui partent à la retraite.
- Des taux d'intérêt très faibles (voire négatifs en termes réels).

En 2021, il y a bien eu une rupture conjoncturelle, sans doute de courte durée : la pandémie de COVID et les périodes de confinement avaient ralenti l'activité des marchés fonciers en 2019 et 2020 ; en 2021, l'activité reprend : les volumes de transaction progressent en volume (mais les prix sont plutôt orientés à la baisse). En tout cas, il n'y a pas eu de bouleversements de grande ampleur comme ceux qui sont apparus aux Etats-Unis, pas non plus d'arrivée d'investisseurs aux visées spéculatives qui pourraient concurrencer les agriculteurs sur un marché essentiel pour eux (tableau 1).

En France, les marchés du foncier agricole sont très encadrés par la puissance publique : les échanges se font sous le regard vigilant de la SAFER dont la mission est de contribuer à un aménagement durable de l'espace rural (ce qui passe par le maintien sur le territoire d'exploitation à taille humaine) ; et pour les locataires, le statut du fermage favorise l'activité des exploitants sur le long terme.

Dans ces conditions, les déséquilibres sur le marché foncier sont réduits, et, au regard de leurs homologues américains, les exploitants agricoles français sont plutôt sécurisés dans la gestion sur le long terme de leur premier actif, de leur premier outil de production : la terre.

Contact : Didier Caraes

[didier.caraes@apca.chambagri.fr](mailto:didier.caraes@apca.chambagri.fr)

Graphique 1 : Prix moyen des terres arables (cropland) aux USA



Volume d'activité sur les marchés fonciers en 2021	
Marché des parts sociales	Marché des terres et des prés
7 600 transactions + 10,5% par rapport à 2020	103 500 transactions + 19,2 % par rapport à 2020
5 510 sociétés +10,5% par rapport à 2020	467 800 hectares +15,1% par rapport à 2020
1,52 milliards d'€ +12,8% par rapport à 2020	6,8 milliards d'€ +23,5% par rapport à 2020

Sources : Ministère de l'agriculture et de l'alimentation—SAFER

## LE KAZAKHSTAN À LA CROISÉE DES CHEMINS

Dans la kyrielle d'élections se tenant à travers le monde cet automne, le Kazakhstan a voté le 20 novembre dernier pour son Président, donnant le candidat sortant largement vainqueur. De multiples raisons conduisent à s'intéresser à l'avenir politique de ce pays.

### Une transition politique mouvementée

En janvier 2022, des manifestations avaient secoué le pays en réaction à l'annonce du gouvernement de l'arrêt du système de régulation des prix du gaz liquéfié, et à la hausse consécutive de ces prix (+100 % en quelques jours) alors qu'il est largement utilisé comme carburant dans l'Ouest du pays. Dans ce pays géré par un pouvoir autoritaire, où la corruption est répandue et la rente pétrolière captée par une minorité proche de l'ancien Président Noursoultan Nazarbaïev, les revendications étaient allées jusqu'à prendre un tour plus politique, notamment à l'encontre de Nazarbaïev qui continue de jouer un rôle influent, bien qu'officieusement, dans les affaires du pays. Plusieurs centaines de manifestants avaient trouvé la mort, des milliers d'autres avaient été arrêtés.

Le Président au pouvoir Kassym-Jomart Tokaïev avait demandé le soutien de la Russie pour contenir le soulèvement mais aussi s'assurer le maintien du pouvoir face au clan Nazarbaïev. Un soutien russe qui s'opère dans le cadre de l'Organisation du traité de sécurité collective, alliance regroupant plusieurs Républiques ex-soviétiques et la Russie à des fins de coopération militaire.

Le Président avait alors rétabli le plafonnement des prix du gaz liquéfié, et décidé d'organiser un référendum constitutionnel, dont les résultats ont conduit à la tenue d'élections anticipées puisque le calendrier électoral prévoyait initialement la tenue des élections présidentielles fin 2024.

### Richesses stratégiques

Le Kazakhstan est un pays immense (2,7 millions km<sup>2</sup>) aux sous-sols riches de matières premières énergétiques. A ce titre, il joue un rôle important sur les marchés mondiaux :

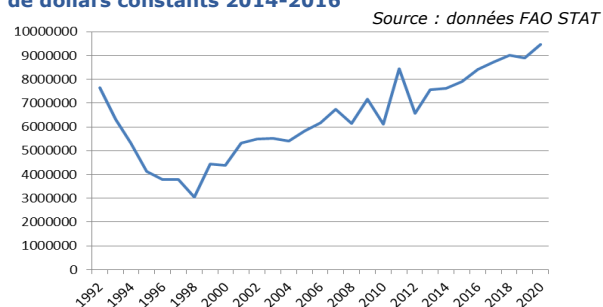
- en matière de pétrole : il représente plus de 2 % de la production mondiale, et en est le 9e exportateur en 2020 (en valeur). L'Union européenne est la première destination des barils : 65 % du pétrole va aux 27 (majoritairement vers l'Italie pour 28 % des volumes exportés, suivie des Pays-Bas et de la France à hauteur de 7 %).
- de gaz naturel (à l'état gazeux) : 11e exportateur mondial, majoritairement vers la Chine avec laquelle les exportations montent en flèche.
- d'uranium : 1er pays producteur avec un tiers de la production mondiale en 2021, il en détient un quart des réserves mondiales. La Chine en est le premier client.
- en plus de cela : de l'or, du cuivre, du fer, du charbon, du zinc et bien d'autres matières premières !

### Un secteur agricole qui peut encore monter en puissance

Si le secteur minier contribue pour 17 % au PIB du Kazakhstan en 2021, l'agriculture fait également partie des atouts du pays, et représente près de 5% de son PIB. Un emploi sur trois dépend de l'agriculture<sup>1</sup>. L'élevage domine, valorisant les vastes espaces, mais ce qui fait la force et l'intérêt du Kazakhstan est bel et bien le blé. Le potentiel de production est immense au vu de l'étendue du pays, avec 29 millions d'ha de terres arables (18 millions d'ha en France).

L'éclatement de l'URSS a été suivi, comme dans bien d'autres anciens pays communistes, d'un effondrement du secteur agricole. La production agricole kazakhe a ainsi perdu 60 % de sa valeur entre 1992 et 1998 (graphique 1). A partir des années 2000, le secteur a renoué avec la croissance, mais la balance commerciale agro-alimentaire du Kazakhstan s'est continuellement détériorée, avec la montée des importations, notamment de produits laitiers, viandes, sucre, fruits et légumes.

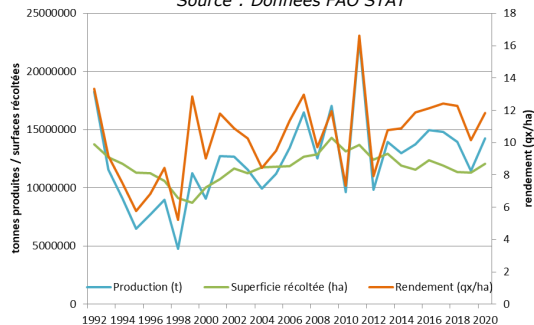
### Graphique 1 : Valeur brute de la production agricole, en milliers de dollars constants 2014-2016



Les principales exportations nationales - blé et farine de blé, orge, graines de lin et de tournesol - partent vers la Russie et la Chine, les États d'Asie

centrale, et l'Union européenne. Mais le blé est de loin la première production agricole du pays, la moitié en est exportée, et cette céréale compte pour un tiers de la valeur de ses exportations (graphique 2). Il faut dire que le Kazakhstan est le 11e exportateur mondial de blé, représentant 3 % des volumes exportés à travers le monde.

### Graphique 2 : Evolution de la production de blé au Kazakhstan



L'industrie agro-alimentaire française a d'ores et déjà vu dans le Kazakhstan un pays à potentiel. Lactalis y détient depuis 2004 une filiale qui opère au niveau de la production et de la transformation laitière. Danone y est également présente. Le pays mise notamment sur les investissements étrangers pour son économie, avec une fiscalité très avantageuse. Néanmoins, les investisseurs étrangers présents au Kazakhstan sont majoritairement russes, et la Russie demeure de loin son premier fournisseur de produits agricoles avec la Biélorussie et l'Ouzbékistan.

Le gouvernement a publié fin 2021 un plan national de développement de l'agriculture 2021-2025<sup>2</sup>, avec pour priorités l'aide à l'achat d'équipement, le développement de l'irrigation, l'amélioration des performances du cheptel, l'usage de semences à haut potentiel, de produits phytosanitaires et d'engrais, ou encore la R&D. L'agriculture kazakhe pourvoit à hauteur de 60 % les besoins du pays, et l'objectif est d'amener ce taux à 80 % en diversifiant les productions (la crise sanitaire ayant placé le besoin d'autonomie en haut de l'agenda politique national), tout en boostant les exportations. Près de 8,6 milliards d'euros sont alloués à ce plan, une preuve de l'importance stratégique accordée à l'agriculture.

Le réseau logistique est à renforcer pour accroître les capacités d'exportations du Kazakhstan, pays enclavé mais aussi carrefour, à l'image du rôle central qu'il est appelé à jouer dans la nouvelle route de la soie de son voisin chinois, et dans le transport de gaz venant du Turkménistan pour approvisionner la Chine (carte). Depuis le début de la guerre en Ukraine, alors que la Chine envisage des alternatives à la traversée de la Russie, le Kazakhstan pourrait voir son importance stratégique se renforcer, si la route de la soie le traversait de part en part pour atteindre la mer Caspienne et poursuivre ainsi son chemin vers l'Europe.



Alors que l'UE et la France cherchent à diversifier les sources d'énergie et les origines de leurs approvisionnements, le Kazakhstan apparaît comme une alternative non négligeable, mais il faudra peser face au client chinois. Par ailleurs, comment exporter davantage d'or noir kazakh vers l'Europe, quand le point de passage habituel, le port russe de Novorossiisk situé sur la mer Noire, n'est plus une option fiable<sup>3</sup> ? La Russie pèse en effet sur le Kazakhstan en stoppant régulièrement les flux de pétrole depuis février 2022, alors que le Président Tokaïev n'affiche pas son soutien au Kremlin dans ce conflit. Un tel contexte ruine sans doute définitivement le projet caressé il y a plus d'une dizaine d'années, de constituer une sorte d'Organisation des pays exportateurs de céréales, composée de l'Ukraine, du Kazakhstan et de la Russie.

Les grandes puissances lorgnent sur ce vaste territoire, immensément riche. Alors, quels alliés économiques se choisira le Kazakhstan ?

Contact : Marine Raffray  
marine.raffray@apca.chambagri.fr

<sup>1</sup><https://www.trade.gov/country-commercial-guides/kazakhstan-agricultural-sector>

<sup>2</sup>Lien vers la traduction en anglais de ce document par l'USDA

<sup>3</sup><https://www.rfi.fr/fr/europe/20220707-le-kazakhstan-cherche-%C3%A0-contourner-la-russie-pour-l-exportation-de-son-p%C3%A9trole>



## LE PACTE DE STABILITÉ : UNE STUPIDITÉ !!

Chacun a en mémoire ce propos iconoclaste de l'ancien Président de la Commission européenne, Romano Prodi, énoncé en 2002. On était encore loin de la crise profonde qui secoua des pays comme la Grèce, l'Espagne et le Portugal, lors des turbulences occasionnées par l'éclatement de la bulle immobilière aux Etats-Unis, qui s'est ensuite propagé au reste du monde. Période difficile, intensément complexe, qui faillit déboucher sur une dislocation de la zone Euro. Pour préparer dans de bonnes conditions financières l'avènement de la monnaie unique, chacune des économies prétendantes devait respecter les fameux critères de convergence, issues du Traité de Maastricht. Un déficit public limité à 3% du PIB, et un endettement public contenu dans la limite des 60% du PIB.

Le mot « convergence » a son importance, dans la mesure où, en respectant de tels engagements, les critères avaient pour finalité de ramener les indicateurs macroéconomiques – croissance et dette soutenable – dans un périmètre regroupant les Etats membres de la zone Euro (19 à ce jour). L'ambition était louable, mais, en 2022, encore éloignée pour la plupart de ces Etats membres. Il faut reconnaître que la pandémie, avec son principe macronien du « quoi qu'il en coûte », se transformant en de massifs plans de relance, puis la guerre et ses boucliers énergétiques, ont manifestement porté un coup fatal aux critères de convergence. L'écart entre les taux d'endettement publics est large, allant de 17% pour l'Estonie à près de 200% pour la Grèce, en passant par l'Allemagne – eh oui, même elle, pourtant si vertueuse et prompte à administrer des leçons de bonne gestion des deniers publics à Athènes lors de la crise des dettes souveraines de 2010-2012 – près de 70%, l'Italie (150%) et la France (115%, source Eurostat). Au total, ce sont 14 pays sur 19 qui ne respectaient pas en 2021, les critères de convergence. Au-delà du « quoi qu'il en coûte », c'est bien sur le registre des investissements nécessaires pour opérer cette transition écologique et digitale qui pèsent lourd dans la montée de l'endettement public de la zone Euro (88% du PIB).

C'est pourquoi, face à une telle dérive des comptes publics, la Commission européenne, et le Commissaire à l'économie, Paolo Gentiloni, réfléchissent à une réforme du Pacte de Stabilité et de Croissance. Il est envisagée d'accorder à chaque Etat membre un sentier budgétaire étalé sur quatre ans, afin qu'il s'engage, en fonction de sa situation macroéconomique, à réduire son taux d'endettement. L'Etat qui en bénéficierait se devra de présenter à la Commission européenne, pour validation, un plan d'action pour atteindre l'objectif de ramener ce taux aux alentours des 60%. A la lecture de ce projet, ne s'agirait-il pas d'un copier-coller des Plans Stratégiques Nationaux de la PAC 2023-2027 ? En tous les cas, la ressemblance est frappante. La Commission ajoute qu'en cas de graves difficultés, un délai supplémentaire de trois ans pourrait être accordé, en plus des quatre initialement prévus.

Les pourparlers ne sont pour le moment qu'embryonnaires, mais on peut à ce stade retenir que la Commission entend bien bouger un peu sur ce dossier. Il y va de la pérennité de la zone Euro elle-même. Sauf que, d'ores et déjà, les lignes de fracture d'hier resurgissent. Entre une Allemagne arc-boutée sur sa doctrine ordolibérale, assénant que les règles du Traité de Maastricht doivent s'appliquer à tous les Etats membres sans arrangement possible, et des économies du Sud, comme l'Italie, désormais sous haute surveillance des marchés financiers en raison de la hausse des taux d'intérêt, qui escomptent une réforme du Pacte. Au-delà des échanges, qui s'annoncent tendus, as usual pourrait-on dire, il y aura sans doute aussi d'âpres discussions autour de la définition qui sera retenue des investissements à réaliser pour la transition numérique et écologique, qui, à eux seuls, permettraient d'acquiescer ce délai par l'Etat membre. Ceux relatifs à l'ambition de préserver la robustesse économique, et donc sociale, de secteurs de « l'ancien monde », seront-ils écartés ? De même, lorsque Berlin décide d'injecter 100 milliards d'€ dans sa politique de défense nationale, comment les insérer, versus les exclure, du projet consistant à allonger les délais de réduction de la dette fédérale allemande ?

Pléthore d'échanges, d'arguments et de contre-arguments à attendre de cette réforme du Pacte de stabilité. Pendant ce temps-là, la parité de l'€ souffre face au dollar.

Contact : Thierry Pouch

### Chambres d'agriculture France

9 avenue George V — 75008 Paris

Tél : 01 53 57 11 40

Siret 180070047 00014

Directeur de la publication : Thierry Pouch

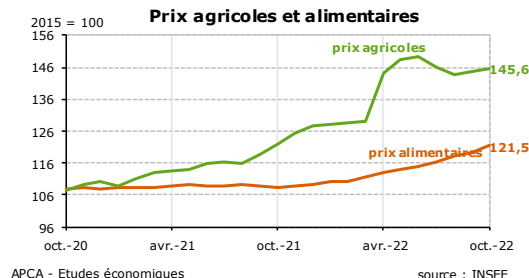
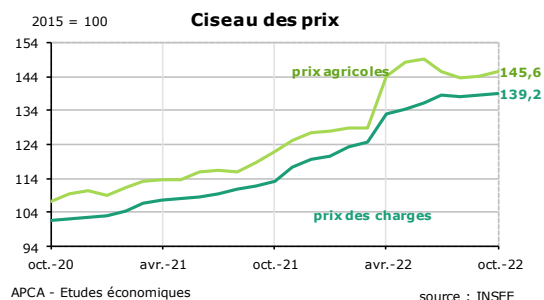
Mise en page : Odile Martin-Lefèvre

### Nos articles sur le même thème

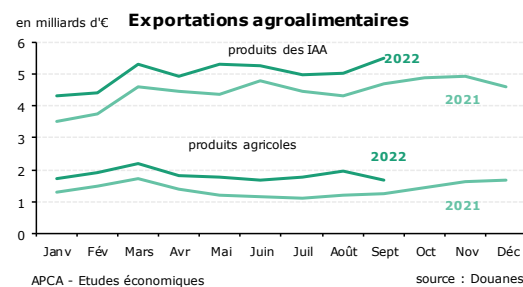
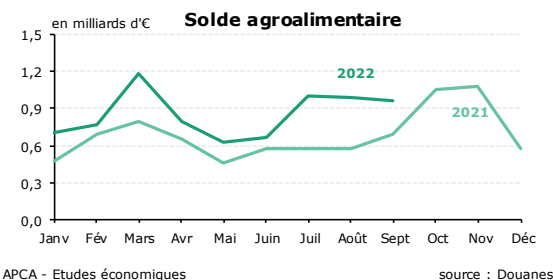
- Analyses et Perspectives n°2211, novembre 2022, « Quand la guerre en Ukraine rebat les cartes de la stratégie environnementale et commerciale de l'UE et plus encore Guerre – inflation – dollar : quand l'économie mondiale danse sur un volcan »

- Lettre Economique n°430, octobre 2022, « Un Brésil en campagne »

[www.chambres-agriculture.fr](http://www.chambres-agriculture.fr)



% (Source : INSEE)	% 1 mois	% 12 mois	% 24 mois
prix alimentaires	1,7%	12,0%	12,7%
prix agricoles	0,8%	19,3%	35,7%
prix des charges	0,4%	22,9%	37,1%
inflation	1,0%	6,2%	9,0%



Solde du commerce extérieur agroalimentaire (Source : Douanes/SSP)		
En milliards d'€	en septembre	Cumul 9 mois
2022	0,964	7,721
2021	0,686	5,483



Avec la contribution financière du compte d'affectation spéciale développement agricole et rural CASDAR

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

Liberté Égalité Fraternité